

Culture

Bernard Bernier, *Capitalisme, société et culture au Japon. Aux origines de l'industrialisation*, Montréal/Cergy-Pontoise, Les presses de l'Université de Montréal/Publications Orientalistes de France, 1988, 456p.

Paul Sabourin



Volume 9, numéro 1, 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1080895ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1080895ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Canadian Anthropology Society / Société Canadienne d'Anthropologie (CASCA), formerly/anciennement Canadian Ethnology Society / Société Canadienne d'Ethnologie

ISSN

0229-009X (imprimé)

2563-710X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Sabourin, P. (1989). Compte rendu de [Bernard Bernier, *Capitalisme, société et culture au Japon. Aux origines de l'industrialisation*, Montréal/Cergy-Pontoise, Les presses de l'Université de Montréal/Publications Orientalistes de France, 1988, 456p.] *Culture*, 9(1), 87–91. <https://doi.org/10.7202/1080895ar>

Tous droits réservés © Canadian Anthropology Society / Société Canadienne d'Anthropologie (CASCA), formerly/anciennement Canadian Ethnology Society / Société Canadienne d'Ethnologie, 1989

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

BERNARD BERNIER, *Capitalisme, société et culture au Japon. Aux origines de l'industrialisation*, Montréal/Cergy-Pontoise, Les presses de l'Université de Montréal/Publications Orientalistes de France, 1988, 456p.

Par Paul Sabourin
Université de Montréal

Ce livre de l'anthropologue Bernard Bernier nous fait passer du "miracle économique japonais de l'après-guerre" à ses réalités, c'est-à-dire à l'analyse du développement historique de la société japonaise et de son économie. A cet égard, "le miracle" relève plus de l'étonnement des occidentaux face à la place qu'occupe un pays asiatique parmi les premiers rangs des pays industrialisés et d'une vision stéréotypée de sa culture qui serait la clé de son l'explication. En fait, ce développement d'après-guerre est le résultat d'une "révolution industrielle" qui s'est produite entre 1885 et 1919: dès le tournant du siècle le Japon accédait au statut de puissance coloniale.

Ce premier livre d'une série de trois sur le développement du capitalisme au Japon, est centré sur l'émergence de cette économie industrielle entre 1885 et 1919. Comme l'avance l'auteur, l'émergence du capitalisme dans cette société s'avère exemplaire pour confronter les problématiques actuelles du développement capitaliste. En plus d'être le seul cas non-occidental de croissance industrielle aussi poussée, la conjoncture historique de l'émergence d'une économie capitaliste, suite à deux siècles de quasi fermeture de la société japonaise, permet de s'interroger sur les éléments endogènes et exogènes du développement du Japon moderne et de son économie capitaliste. A un premier objectif visant à renouveler l'interprétation du développement économique du Japon par une synthèse reposant sur une vaste connaissance des sources secondaires ainsi que sur des recherches spécifiques menées par l'auteur, est subordonné un second objectif, celui d'explicitier la démarche comparative que cela suppose.

L'auteur définit son approche comme une analyse "socio-anthropologique" des processus histori-

ques. Il s'agit d'une perspective ambitieuse qui cherche à décrire "tous les niveaux de réalité sociale et leurs interrelations". Ce qui n'est pas sans vertus, mais s'avère une approche, comme le mentionne B. Bernier, particulièrement complexe à mettre en oeuvre. Certains pourraient y voir une faiblesse. Or, il s'agit d'un des traits marquants quant à la forme et au contenu de ce livre qui en fait une contribution importante à littérature sur le développement économique. Ceci, parce que B. Bernier a su aménager les tensions résultats des exigences théoriques et méthodologiques qu'il se fixe en introduction. La reconstruction et l'analyse qu'il fait de l'histoire du Japon de cette période ne se résorbent pas dans l'événementiel, ni ne se confinent à corroborer un modèle explicatif pré-établi. L'ouverture vers la globalité du phénomène de l'émergence de l'économie capitaliste est équilibrée par un effort soutenu de synthèse qui nous introduit aux problématiques actuelles du développement: de la définition et de l'usage méthodologique des schémas conceptuels du féodalisme et du capitalisme, de la problématique de la transition entre ordres sociaux, des particularités de l'émergence du capitalisme dans des sociétés qui furent dominées, etc.

Cette approche socio-anthropologique se manifeste donc par l'élargissement que l'auteur propose de la définition du capitalisme qui, chez Braudel, reste liée aux activités d'accumulation, afin d'aborder d'autres aspects constitutifs de l'industrialisation de cette société: le politique, le monde rural ainsi que les idéologies et mouvements sociaux. Cette perspective prend son sens aussi d'un point de vue méthodologique, dans la mise en évidence, par exemple en ce qui a trait à la culture, d'un processus de réinterprétation historique de cette tradition culturelle à chaque époque du développement économique analysé.

La première partie de l'ouvrage portant sur le Japon féodal est introduite par un survol historique du "Moyen Age". A travers la description de la diversité des formes politiques, administratives et foncières ainsi que des luttes menant à la constitution d'administrations militaires à partir du 12^e siècle, Bernier fait ressortir les traits historiques qui marquent l'unification de la nation et encore aujourd'hui le Japon contemporain: la lignée impériale et l'esprit guerrier. L'administration militaire des TOKUGAWA réussira à consolider cette unification

du pays et perdurera pendant près de deux cents ans avant l'ouverture aux occidentaux.

Qu'est-ce qui explique la relative stabilité du gouvernement militaire des TOKUGAWA? Dans cette partie, est décrite l'équilibre politique qu'a su aménager, non sans problèmes, ce gouvernement. B. Bernier porte son attention sur les mécanismes politiques organisés par le gouvernement TOKUGAWA dont un des principaux est la réalisation d'un compromis entre la centralisation étatique et l'autonomie administrative des seigneurs et plus généralement des unités sociales. Ce rapport entre hiérarchie et autonomie administrative est éclairé par l'analyse des relations sociales régies par l'ordre légal et plus largement par le contexte philosophique confucianiste lequel rapport, fait d'autonomie et de responsabilité collective, a pour effet de favoriser la conciliation dans les unités sociales.

Le gouvernement TOKUGAWA imposera de fortes restrictions aux contacts avec les étrangers. S'il est vrai que ces restrictions s'appliquaient plus spécifiquement aux occidentaux, nous dit B. Bernier, l'ensemble des relations internationales du Japon, même avec la Chine, furent très restreintes. Aux éléments déjà évoqués par les historiens pour expliquer cette fermeture du pays pendant la période Edo, l'auteur ajoute que l'exclusion du Japon des relations internationales visait à consolider l'hégémonie des TOKUGAWA menacée par le développement de l'économie de marché. Cette explication sous-tend que les administrateurs militaires percevaient et anticipaient les changements généraux à l'ordre social relatifs au développement d'une économie marchande.

La description d'un développement significatif et "endogène" d'une économie marchande japonaise pendant la période Edo, objet de la troisième section de cette première partie, rend crédible cette argumentation. Face à ces tensions venant du développement du marché, la stabilité du régime n'aurait été de courte durée n'eût été des transformations sociales qu'imposait la nouvelle situation de paix de la période.

Est-ce que cette dynamique sociale de la période Edo devait mener, même sans intervention occidentale, à l'effondrement du Japon féodal? En somme existait-il une voie "endogène" de développement d'un capitalisme japonais? Ce sont les interrogations intéressantes sur la nature des structures sociales que conserve l'auteur tout au long de la suite de son

analyse de cette période, que ce soit lors de la description de l'économie de marché avant 1853, du monde rural ou des idéologies et mouvements sociaux.

Si l'apparition des premiers marchés remonte à la centralisation étatique, ce n'est que lors de la période Edo que se produira un essor commercial, paradoxalement aux tentatives de reféodalisation du gouvernement des TOKUGAWA. L'auteur suppute ici la nature et l'envergure de ces marchés ainsi que ce qui les alimente: les dépenses des féodaux, les relations internationales avec la Chine et la Corée. Il conclut cet examen par une analyse systématique de l'économie de marché du point de vue des cinq tendances économiques et sociales qu'il a dégagées en introduction, propres au capitalisme européen.

Malgré cet essor commercial le Japon des TOKUGAWA demeure essentiellement agricole. D'emblée, B. Bernier aborde le développement du monde rural sur la base des controverses historiographiques entre Hanley et Yamamura et les chercheurs marxistes. Suite à une croissance marquée des indices de population et de production agricole au 17e siècle, il y aurait eu stagnation au 18e siècle. S'est-il produit une hausse générale du niveau de vie? La faible croissance démographique du 18e siècle s'explique-t-elle par des famines ou par une limitation volontaire des naissances? A partir d'une critique des données historiques et d'une analyse des structures sociales, l'auteur développe une position nuancée: admettant à la fois une propension à la hausse du niveau vie mais répartie inégalement. Cette tendance s'accroît, entre autres, par l'orientation de l'activité agricole vers les nécessités du marché: le développement d'une agriculture spécialisée. Dans ce même chapitre, est comparé systématiquement les caractéristiques des transformations du monde agricole japonais aux changements de l'agriculture européenne dans les décennies précédant la Révolution industrielle.

L'analyse du Japon féodal met donc en évidence plusieurs changements sociaux importants dû à l'essor commercial de la période Edo. En revanche, ces changements seront contre carrés par le pouvoir et les institutions féodales. Comment peut-on expliquer que malgré de nombreuses révoltes paysannes le pouvoir féodal se soit maintenu? Le chapitre sur les idéologies et mouvements sociaux nous introduit à la complexité de la logique sociale de cette société dont l'analyse pourrait soulever ce "paradoxe". L'approche anthropologique est ici de rig-

ueur, car pour ce qui est de la religion populaire par exemple, la signification émerge du déroulement du rituel et non de sa formalisation verbale : il s'agit d'une logique contextuelle où semble absente la contradiction logique. D'où l'existence d'une diversité surprenante dans la période Edo de doctrines existant en "respect mutuel", voire en inter-influence, qui donnent lieu aussi à la constitution de nouvelles doctrines. L'armature commune de ces idéologies, dont celle du nationalisme dominant, remarque Bernier, reste leur consécration d'un ordre inégalitaire. En revanche, apparaît à cette époque une nouvelle "mentalité" résultat de processus sociaux importants : urbanisation, développement de l'éducation, bureaucratisation. C'est sur la signification de ces idéologies et des mouvements sociaux qui les incarnent que Bernier opère la synthèse de cette première partie.

La scène du Japon féodal est dressée: en 1853 débute l'ouverture à l'Occident, prélude à la chute en 1867 des TOKUGAWA. L'auteur prend ici un chapitre pour traiter de ces 13 années de bouleversements qui mèneront au Japon moderne. Or, si l'arrivée des occidentaux semblent induire des changements politiques cruciaux, notamment la destruction de l'autorité shogunale, l'absence de forces ayant pour idéologie explicite le renversement de l'ordre féodal dans le processus de Restauration de Meiji, amène l'auteur à constater le paradoxe de cette période: des samourais sur la base d'une idéologie conservatrice vont aboutir à la création d'un Etat nouveau. Dans cette section qui est la pierre angulaire du livre, l'auteur ne fait pas l'économie de la complexité que soulève l'analyse de cette transition entre deux ordres sociaux.

La conjoncture de l'établissement du nouvel Etat en est une où l'ordre nouveau semble surgir de l'ordre ancien, tel que le propose la vision confucianiste de l'histoire. La charte proclamée par l'empereur définissant un régime impérial n'en sanctionnera pas moins des objectifs de modernisation du pays, d'adoption des règles internationales de justice. Ceci s'avère notamment un moyen efficace de parer l'intrusion étrangère dans les affaires internes du pays. De même, le démantèlement de l'ordre foncier et seigneurial sera le fait de féodaux qui "éliminent" littéralement les cadres du régime féodal. On retrouve cette forme d'"articulation" entre les éléments anciens et nouveaux dans l'éducation aussi. Tout ceci ne se réalise pas sans difficultés et oppositions à l'Etat: expropriation paysanne, soulèvement des samourais, diffusion de l'idéologie

libérale. Outre la situation de domination subie par les Japonais, on peut se demander s'il n'y a pas une logique sociale propre à la spécificité des rapports sociaux dont les formes idéologiques sont expressives et expliqueraient le caractère paradoxal de cette transition.

Après avoir exposé les constituantes du nouvel Etat japonais de Meiji, Bernier aborde le processus d'industrialisation de la société japonaise avec son corollaire la constitution d'une classe ouvrière. Dès 1868, commence à se mettre en place en réaction à la menace de l'ingérence étrangère, une vision ambiguë de la modernisation qui confère à l'Etat un rôle de création de l'industrie en collaboration avec les hommes d'affaires: rejet de l'intérêt privé et des excès de la concurrence mais aussi rôle limité et supplétif de l'Etat. De 1886 à 1905, le Japon connaît une première industrialisation significative dans le secteur du textile. En fait, l'Etat assumera une grande part de ce développement industriel.

La période correspondante au Japon de la "Révolution industrielle" se déroula de 1905 à 1919. Bernier met en évidence les similitudes et les différences de l'industrialisation japonaise par rapport notamment à celle de l'Angleterre. D'emblée la forme hiérarchique de l'économie japonaise que d'autres appelleront sa structure duale se développe à la faveur des guerres russo-japonaises et de la première guerre mondiale; occasion de contrats importants entre les grandes entreprises et l'Etat. Ce développement capitaliste ne semble pas en être un de concurrence, du moins, pour le secteur moderne de l'économie ou le marché est en grande partie gouvernemental. De plus, la généralisation du rapport salarial s'est faite sous des formes sociales connues en Occident: ateliers de travail et résidences, contrats de travail signés par les parents, usines dortoirs mais qui furent largement utilisées. Cette industrialisation était faite "des structures familiales hiérarchiques et patriarcales héritées de la période EDO" (p.270). Cette articulation des anciens rapports sociaux aux nouveaux, que l'on peut apercevoir aussi du point de vue dominant dans le passage de samourai à l'activité industrielle, peut-elle s'expliquer par la montée de l'idéologie nationaliste suite à la menace occidentale?

Il y a bien eu résistance ouvrière dont l'expression s'est cristallisée sous forme de grève en 1870 et en association en 1883 et enfin en 1918 en une organisation syndicale, mais malgré des coûts humains similaires à l'industrialisation occidentale se dével-

oppe un "système paternaliste" des rapports capital/travail dont le symbole jusqu'à aujourd'hui reste l'emploi assuré à vie. B. Bernier s'affaire à nous expliquer la mise en place et la prégnance de ce "système paternaliste".

Si l'industrialisation qui se produit et la généralisation de l'activité marchande démontrent l'émergence du capitalisme, il n'en reste pas moins que la forme sociale que prendra ce capitalisme est tributaire du développement antérieur du Japon Féodal dont l'organisation politique autocratique sous le régime MEIJI et le milieu rural sont des plus expressifs. Nous est décrite ici l'importance du mouvement des droits civils, des partis politiques à partir de la constitution de 1889 promulguée par l'empereur qui définit un régime autocratique japonais d'inspiration prussienne.

Ce n'est qu'en 1918, suite aux émeutes du riz et de grèves que va être formulée par l'organisation syndicale naissante la nécessité d'un vote universel masculin. Le principal parti d'opposition de Katô Kômei conservant une position mitigée sur le suffrage universel bloquera un ralliement de l'opposition ratant l'occasion d'instaurer une véritable démocratie parlementaire, nous dira Bernier.

Pendant cette période, l'agriculture est la source du finacement de l'activité industrielle. Le nouveau droit de propriété a induit la prédominance des marchands et paysans les plus prospères, de là suit la croissance importante du métayage des terres. L'auteur, dans son chapitre sur la situation des campagnes, s'attarde plus particulièrement aux relations sociales, aux rapports de parenté et aux rapports inégaux qui fondent l'activité agricole. S'agit-il toujours de rapports féodaux ou bien de rapports de classe? Voilà la question qui fut débattue parmi les marxistes japonais voulant préciser le stade de développement et les révolutions bourgeoise et/ou socialiste nécessaires.

La dernière section de cette deuxième partie démontre l'envergure du capitalisme japonais, régime qui deviendra impérialiste. Le contraste est grand entre le début de la période et sa fin. Le Japon, du statut de colonie ne pouvant protéger son marché intérieur, retrouve presque entièrement ses droits de souveraineté en 1895, grâce notamment à la puissance militaire qui lui a assurée la victoire sur la Chine: l'expansion territoriale sera le moyen de la reconnaissance du Japon auprès des pays occidentaux.

La synthèse finale du livre fait le point sur les principales problématiques énoncées. Elle expose et explicite la perspective de l'auteur qui s'appuie sur plusieurs parrallèles intéressants avec d'autres industrialisations. La question de la nature du "moyen âge" japonais, et plus généralement du caractère approprié du qualificatif de féodal, est posée par Bernier, malgré le fait que dans la littérature francophone il semble être admis que le Japon ait été féodal. Soulignant chacune des positions, il nous semble que Bernier coupe un peu court le débat en entérinant la division du travail entre sociologues ou anthropologues et historiens sur la base d'une distinction entre la saisie de la généralité des organisations sociales pour les premiers et la saisie de la diversité de celles-ci pour les seconds. Il est vrai par ailleurs que l'auteur utilise essentiellement ces termes comme schéma descriptif et historique. Mais la question qui nous semble demeurée, ce n'est pas tant la vision implicite d'une théorie de la modernisation que suppose l'utilisation du terme féodalisme ou non plus une emphase mise sur la prégnance du confucianisme comme code moral, que la logique sociale problématique de cette totalité complexe qui ressort de l'analyse de la culture certes, mais aussi du monde rural, du politique que l'auteur identifie souvent en terme de paradoxes historiques. Est-ce que l'utilisation du schéma descriptif du féodalisme ne rend pas difficile la conceptualisation de certains aspects de cette logique de développement fait de relations sociales de "dépendance, de subordination personnelle, de relations de parenté" (p.330), dont les fondements apparaissent peut-être d'une façon plus évidente lorsqu'ils se désagrègent, comme le décrit l'auteur dans l'étude de la situation des campagnes dans la période MEIJI? De même, comment peut-on expliquer le caractère paradoxal de la "révolution" de la période MEIJI "d'anciens membres de la classe des guerriers qui, en tant que dirigeants du nouvel Etat procèdent à des mesures qui entraînent le déclassement de cette classe." (p.394), et cela sans qu'il y ait effusion de sang?

Loin de notre intention de dire que l'auteur n'a pas une position articulée sur ces questions qu'il soulève lui-même. Que ce soit lorsqu'il s'interroge sur la nature des transformations de la Période Edo ou sur celles du système politique, économique et social de Meiji, il fait ressortir à la fois ce qui lui apparaît comme des continuités et des discontinuités de ces transformations de la société japonaise. Discontinuités induites par l'arrivée des occidentaux mais aussi continuités à la mesure de l'appropriation japonaise de cette menace qui donne lieu au

nouvel Etat de Meiji. A partir notamment d'un parallèle avec l'Etat autocratique Prussien, Bernier propose une explication originale des conditions spécifiques de l'émergence du capitalisme au Japon qui, comme en Prusse, s'est réalisée au moment où dans ces pays le régime féodal demeurait dominant. Faisant ressortir ce point de vue dans les diverses problématiques qu'il aborde en conclusion, l'auteur insiste sur une définition du capitalisme qui va au-delà des formes socio-culturelles et politiques des sociétés occidentales afin de ne pas exclure le Japon de l'étude du capitalisme. A cet égard, Bernier formalise sa définition du capitalisme dans les termes d'une structure, d'un mode de production dont le type est construit à partir de formes institutionnelles, qu'elles soient japonaises ou occidentales dont le chercheur vise la généralité qui lui confère sa nature de système socio-économique. Il y a là matière à débat entre une conceptualisation de ce qui renverrait au capitalisme et les propriétés de l'organisation socioculturelle et politique d'une société dans la mesure où la logique économique capitaliste n'existe que comme logique sociale résultant des diverses constituantes d'une société. Ce n'est pas la moindre qualité de cet ouvrage que de permettre ce débat, par l'envergure de la description du phénomène et le travail de problématisation qui y est fait.

Soulignons pour terminer l'accessibilité de ce livre pour des non-initiés à l'histoire du Japon. On y retrouve un glossaire des mots japonais et un autre des noms propres. L'exposition systématique de l'argumentation et les multiples efforts de synthèse donnent une présentation très pédagogique à cet ouvrage. Suite à cette lecture, nous attendons avec empressement la parution du second tome sur les difficultés du Japon industriel de 1919 à la fin de l'occupation américaine en 1952.

Edward J. HEDIGAN, *The Ogoki River Guides: Emergent Leadership Among the Northern Ojibwa*, Waterloo: Wilfred Laurier University Press, 1986. 170 pages, \$7 (paper).

By Adrian Tanner
Memorial University

In the folk model of most modern western societies a taboo exists against politics and economic enterprise becoming openly intermixed. Yet the two are frequently either connected, or in some societies so intermixed as to constitute a single system. We can, for example, ask whether the heads of govern-

ment corporations or cooperatives are politicians, because they are involved in matters in the public domain, or are they entrepreneurs, because they are involved with business enterprise?

Edward Hedigan investigates a Canadian case where entrepreneurship defines a community's political leadership. It involves a native Indian community which is not a 'band' living on a 'reserve', and thus has no formal, externally imposed regulations as to how political office holders are chosen. Hedigan suggests that the 'home grown' form of leadership which has emerged has lessons for other northern Indian communities, where the formal (usually elected) system has been seen to some anthropologists as producing mere surrogate leaders, which only adds to the difficulties these communities have in solving their own social problems.

The book is also an ethnographic case study of a Northern Ojibwa community. The research was apparently conducted for a doctoral dissertation between 1974 and 1975, which is a mixed blessing. On the one hand, the author gives a thorough literature review leading up to his application of exchange theory. He concludes that such localized political/economic entrepreneurs function as leaders by giving jobs and community benefits in exchange for loyalty. On the other hand, there are few citations more recent than the mid 1970s. The main analytic conclusion, that a leader who 'delivers the goods' creates confidence and legitimizes his position as leader, tends to be stated and restated, rather than demonstrated.

Collins is a village by the CNR railway in northern Ontario which dates from around the Second World War, composed of Ojibwa Indians, most of whom migrated from, but remain on the lists of, a number of the surrounding bands, together with others who are without official Indian status, drawn there by an independent fur trader. The whole community identifies itself as anishenabek, 'Indian' rather than Metis or of mixed ethnicity. Not only is there no chief and council, but when offered the opportunity to acquire a form of municipal government, which among other things would have facilitated obtaining government grants, the community chose to remain unincorporated. It has thus avoided coming under the local government regulations of either the province of Ontario, or those of the Federal Department of Indian Affairs.

Until the 1960s the community's political leader is said to have been the White private trader who was married into the Indian band from which most